

La crise du Golfe avec Doha

Avec la nouvelle politique interventionniste saoudo-émiratienne à l'initiative de l'actuelle crise, on assiste à un changement de paradigme en matière de leadership dans la région.

Fatiha Dazi-Héni

Depuis sa naissance, le Conseil de coopération du Golfe (composé par l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar) est coutumier de crises qui opposent souvent l'Arabie saoudite aux autres États membres, en raison de sa volonté d'imposer sa vision régionale. Cependant, son agenda politique n'est pas toujours en phase avec celui des autres voisins, occasionnant des tensions. Bon nombre de contentieux territoriaux ont concerné l'Arabie saoudite et ses voisins : le Koweït sur la zone neutre, le Qatar avec l'accrochage en 1992 à Al Khaffous, le triangle frontalier Oman-Arabie saoudite-EAU sur l'oasis de Buraïmi, sans compter le contentieux saoudo-yéménite conclu avec le tracé du traité de Djeddah, le 12 juin 2000. Cependant, jamais une crise comme celle qui a éclaté avec le Qatar le 5 juin 2017 n'a menacé de mettre autant en péril cette instance régionale (Fatiha Dazi-Héni, « Drôle de guerre dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017).

Au-delà d'un certain consensus et d'une solidarité interdynastiques à toute épreuve qui caractérisaient ce pacte régional, on assiste avec la nouvelle politique interventionniste saoudo-émiratienne régionale à l'initiative de cette crise, à un changement de paradigme en matière de leadership dans la région. Elle se traduit par l'ascension des pouvoirs personnels des deux hommes forts, le prince héritier d'Abu Dhabi d'abord, Mohammed bin Zayed al Nahyan (MBZ) depuis la détérioration de la santé de son demi-frère, cheikh Khalifa, président de la Fédération des EAU et émir d'Abu Dhabi au début de la décennie ; puis par celle plus récente de Mohammed bin Salman (MBS), qui a été nommé prince héritier par son père le roi Salman, évinçant l'ancien prince héritier et ministre de l'Intérieur, Mohammed bin Nayef, le 22 juin 2017 (Fatiha Dazi-Héni, « Mohammed Bin Salman: The remaking of the Foundations of Saudi Monarchy? », www.arab-reform.net, novembre 2017). Le premier est le mentor

et le second sera probablement amené à conduire le leadership dans la région. Tous deux vouent aux gémonies la mouvance des Frères musulmans qui a, au début de la décennie, au plus fort des *printemps arabes*, fait vaciller la région (Égypte, Tunisie, en partie au Maroc et en Syrie l'essentiel des rebelles opposés au régime Al Assad, de même qu'Al Islah au Yémen lors du soulèvement anti président Ali Abdallah Saleh en 2011). Ils sont également en phase avec le président des États-Unis, Donald Trump, pour intensifier la pression et accentuer les sanctions économiques contre l'Iran, afin de contenir son influence via ses puissants relais locaux (Hezbollah libanais et autres milices chiites) sur les pays arabes : Irak, Syrie, Liban et Yémen.

Les impacts de la crise sur l'avenir du CCG

La défiance que continue d'inspirer l'Arabie saoudite est encore vivace chez les monarchies voisines du CCG, ce qui explique qu'Oman, État nation fort de ce pacte, se soit toujours tenu à distance des initiatives politico-militaires portées par Riyad. La diplomatie tonitruante qatarie engagée dès 1996 avec *Al Jazeera* par l'émir Hamad et Hamad Bin Jassim (HBJ), puis l'interventionnisme militaro-financier « décomplexé » des EAU depuis le déclenchement des *printemps arabes* en Libye et plus encore au Yémen, ont compliqué une situation régionale jusque là surtout dominée par l'agenda saoudien. Celui-ci se superposait à celui de Washington jusqu'aux inflexions de la politique régionale américaine apportées par l'administration Obama, désireuse de se désengager des conflits dans la zone au début de la décennie 2010, soit parallèlement aux *printemps arabes*.

L'Iran reste certes perçu par l'ensemble des pays membres comme une puissance hégémonique (y compris Oman), mais les modalités d'action que souhaite imposer Riyad pour contenir la menace iranienne op-

Fatiha Dazi-Héni, politologue, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique, chercheuse sur le Golfe-Moyen-Orient à l'IRSEM (Institut de Recherches Stratégiques de l'École militaire), auteure de *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017.

posent le CCG en deux blocs. On a, d'un côté, l'Arabie saoudite, les EAU, avec Abu Dhabi et Bahreïn qui prônent une ligne dure à l'égard de l'interventionnisme iranien au Moyen-Orient depuis le début de la décennie. De l'autre se situe une approche plus ouverte, partisane d'une diplomatie de médiation, avec Oman et Koweït opposés à la confrontation préconisée par Riyad et Abu Dhabi. Quant au Qatar de l'émir Tamim qui a succédé le 25 juin 2013 à son père, il a fait le choix de se ranger, par pragmatisme, dans le camp privilégiant l'apaisement.

En revanche, quand le Qatar a soutenu les Frères musulmans lors des soulèvements arabes contre la ligne promue par Riyad et Abu Dhabi, la sanction était immédiate. Entre le 5 mars et le 16 novembre 2014, Riyad, Manama et Abu Dhabi ont rappelé leurs ambassadeurs en poste à Doha. Oman et Koweït ne se sont pas associés à cette décision, offrant leur médiation comme ils le font pour tenter de mettre un terme à la crise actuelle, qui s'inscrit dans la continuité de celle de 2014.

Le quartet formé par l'Arabie saoudite, les EAU, le Bahreïn et l'Égypte constitue le noyau dur à l'origine du bras de fer engagé à l'encontre du Qatar. Ces pays ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'émirat, qu'ils accusent de soutenir le terrorisme et de participer à diverses entreprises de déstabilisation aux côtés de l'Iran. Plus encore, Riyad, les EAU et Manama ont interdit leur espace aérien et maritime à Doha, ainsi que la seule frontière terrestre existant entre le Qatar et le royaume saoudien. Ces contraintes affectent Doha, obligée d'allonger les distances de ses vols aériens et de trouver d'autres pays pour importer les biens de consommation qui transitaient pour 90 % d'entre eux par sa seule frontière terrestre. Cependant, ce blocus affecte également Dubaï, qui organisait des dizaines de vols quotidiens vers Doha et vice versa, et Riyad qui constituait le pôle d'exportation essentiel des biens de construction et de nourriture vers Doha. Depuis, ce sont Oman, le Koweït ou la Turquie et l'Iran qui servent de pays alternatifs à Doha pour s'approvisionner.

C'est en réalité de la politique étrangère qatarie qu'il s'agit. C'est son soutien aux Frères musulmans lors des *printemps arabes* et non le soutien au terrorisme ou la collusion avec l'Iran comme cela a été présenté avec fracas, qui est en cause. Le prince héritier d'Abu Dhabi,



De droite à gauche : le président Trump, la première dame Melania Trump, le roi d'Arabie saoudite Salman bin Abdoulaziz al Saoud et le président égyptien, Al Sissi, lors de l'inauguration du Centre de lutte contre l'extrémisme. Ryad, le 21 mai 2017. / BANDAR ALGALLOUD/SAUDI ROYAL COUNCIL/HANDOUT/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

MBZ, dont l'aversion pour les dirigeants qataris et les Frères musulmans est notoire, est à l'origine de la virulente campagne médiatique antiqatarie (Karen De Young, Ellen Nakashima, « UAE orchestrated hacking of Qatari government sites, sparking regional upheaval, according to US intelligence officials », www.washingtonpost.com, 16 juillet 2017.).

L'objectif de Riyad et d'Abu Dhabi est de faire de cette crise « un exemple ». Les deux profitent de leurs convergences de vues avec Washington (anti-iraniennes et anti-courants islamistes, notamment les Frères musulmans) pour obliger Doha à rentrer dans le rang. Ils exigent de Doha de se conformer à l'accord de Riyad de 2013 signé par les membres du CCG, qui a été suivi de mesures d'application déclinées en 2014 lors de la crise diplomatique temporaire avec le Qatar, mais que ce dernier n'aurait pas respectées.

Cette crise constitue un précédent dans l'histoire du CCG. Un tel niveau de confrontation entre États membres du CCG n'a jamais été atteint. La tradition voulait que les rivalités et tensions interdynastiques se règlent « en famille ». Un tel éclat médiatique au retentissement international marque la fin d'une approche régionale à l'instar d'une nouvelle génération (émirs du Qatar : père et fils, et surtout du prince héritier d'Abu

Dhabi, MBZ, et du nouvel héritier en titre saoudien, MBS).

Cette approche rompt avec la culture du compromis privilégiée par l'ancienne génération incarnée par le roi Salman d'Arabie saoudite, l'émir Sabah Al Ahmad du Koweït et le sultan Qabous d'Oman, tous âgés et malades. La guerre médiatique mise en place par Abu Dhabi, et soutenue par Riyad, à laquelle Doha a répondu avec les mêmes techniques de désinformation, est inédite dans l'histoire du CCG. Ces sur-enchères verbales, le niveau de désinformation, les cyber attaques... de même que le refus de chacun de faire des concessions empêchent toute sortie de la crise.

Cette nouvelle génération a su jouer des divisions d'une administration américaine prise en tenaille entre d'une part, son penchant pro saoudo-émirati représenté par le clan présidentiel, le président en personne et son gendre, Jared Kushner, et d'autre part, les secrétaires d'État et à la Défense, Rex Tillerson et James Mattis, partisans de l'apaisement et d'une solution négociée avec le Qatar.

Le Qatar a certes gagné la bataille de la communication, avec un blocus jugé contre-productif par la communauté internationale car favorisant la crédibilité régionale de l'Iran au détriment d'un CCG menacé d'éclatement (Taïmur Khan, « The GCC was born amid turmoil. Will it fade away in the same way? », *www.thenational.com*, 5 juillet 2017), mais il n'aura d'autre choix que d'abandonner son ambition d'incarner une ligne diplomatique alternative à celle de Riyad et d'Abu Dhabi.

Le durcissement de l'approche régionale sécuritaire porté par le duopole saoudo-émirati

L'avantage politique que tirent Saoudiens et Émiriens de cette crise est indéniable. Leur cap régional dur à l'égard de l'expansionnisme iranien dans la région et des courants islamistes de tout bord (violents ou non) soutenu par Washington, s'impose aujourd'hui. La convergence de vues entre Riyad et Abu Dhabi sur le fait de contenir l'influence iranienne dans la région rejoint celles des États-Unis et d'Israël, qui souhaiteraient voir la communauté internationale imposer des sanctions à Téhéran concernant son programme balistique, alors même que celui-ci n'est pas lié à l'accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 et auquel l'Iran se conforme selon les rapports trimestriels de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'autre point de convergence est lié à la lutte contre l'extrémisme auquel les nouveaux leaderships saoudien et émirien, mais aussi l'administration Trump et le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, y ajoutent les courants de l'islam politique, Frères

musulmans et islam politique chiite lié à l'Iran (Hezbollah libanais et milices chiites en Irak, ainsi que le mouvement rebelle des houthis qui avait esquissé un rapprochement avec l'Iran à partir de 1988 et davantage depuis le déclenchement de la guerre du Yémen, le 26 mars 2015).

Si Saoudiens et Émiratis accentuent par tous les moyens la pression sur l'Iran et le Qatar qui symbolisent tous deux ce que l'axe Riyad-Abu Dhabi combat au premier chef, c'est parce qu'ils sont conscients que les réseaux d'alliance tissés qui jouent en leur faveur aujourd'hui avec Washington et Tel Aviv sont temporaires et ne survivront pas à la présidence de Trump. C'est ainsi que l'on peut lire les politiques décomplexées de confrontation contre le Qatar avec un blocus organisé pour imposer à Doha de se conformer à la ligne diplomatique promue par Riyad et Abu Dhabi.

De la même manière, l'annonce de la démission du premier ministre libanais, Saad Hariri, depuis la capitale saoudienne, assortie d'accusations contre l'influence de l'Iran dans son pays et la prédominance du Hezbollah au sein de l'État libanais, participe de la même stratégie.

Ce type d'intrusion dans les affaires politiques d'États voisins est très nouveau et semble constituer l'une des marques de fabrique du nouveau duopole à la tête du CCG. C'est d'autant plus en rupture avec la diplomatie traditionnelle, qui consistait à discuter et à trouver un consensus à l'abri du regard, que celle-ci s'exerce sur le devant de la scène internationale et s'échine à tout faire pour ne reculer devant aucun obstacle, quitte à humilier le partenaire (Hariri pour le cas libanais) ou le pays voisin (Qatar pour le CCG).

Le duopole exercera une influence déterminante tant que ses intérêts convergeront, mais le cas du Yémen n'est-il déjà pas une épine dans le pied de cet axe dur Riyad-Abu Dhabi ? Il apparaît que les agendas politiques du royaume saoudien et de l'émirat d'Abu Dhabi sur le conflit au Yémen divergent. En effet Riyad est tenu d'obtenir un succès décisif sur les rebelles houthis, en les chassant des territoires qu'ils ont conquis (Sanaa, Taïz, Hodeïda). De plus, il doit également obtenir que les houthis cessent de frapper avec leurs missiles de fabrication iranienne des villes saoudiennes. Pendant ce temps, Abu Dhabi est bien plus occupé à accentuer sa présence dans le Yémen du Sud, voire à s'imposer aux confins du sultanat d'Oman.

C'est, sinon à la fin, du moins à la fracturation du CCG que l'on assiste. Le Koweït et Oman qui demeurent des États pivots privilégiant la médiation et la négociation ne seront pas parties prenantes d'une ligne politique aussi tranchante qui contredit leur conception diplomatique pacifiste. Par ailleurs, les différences de priorité sur le conflit au Yémen pourraient constituer une des limites de l'entente « cordiale » de l'axe dur Riyad Abu Dhabi. ■